

BUDGET DE L'ÉTAT 2024

À la recherche des marges de manœuvre perdues

15 avril 2024

Carlo THELEN, directeur général
Anthony VILLENEUVE, économiste

Un budget de transition

Passer des engagements...aux actes !



16 novembre 2023

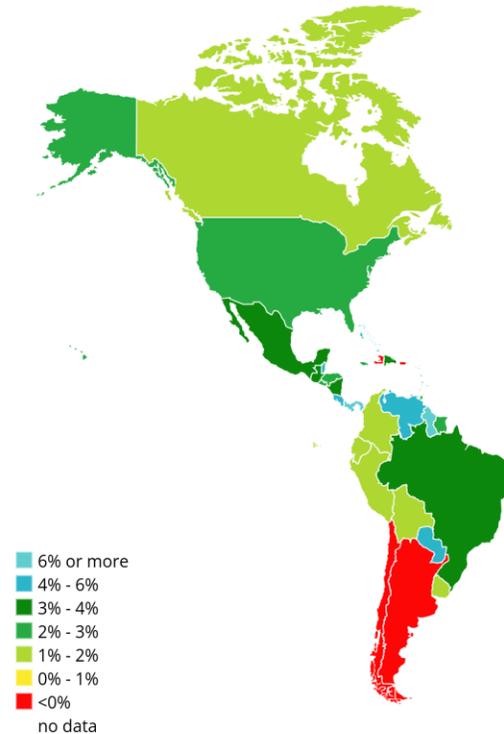


6 mars 2024

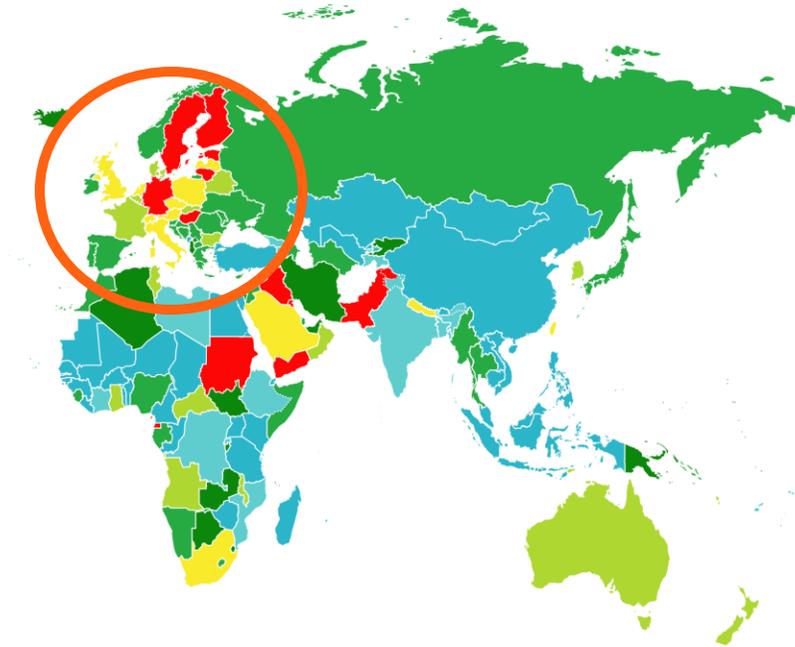
Un contexte international marqué par les polycrises

- L'économie mondiale montre une certaine résilience face aux multiples crises, soutenue par la **croissance aux États-Unis et dans certains pays émergents.**
- **Des défis persistent :** tensions sur les chaînes d'approvisionnement, pénuries de main-d'œuvre qualifiée, et une inflation qui baisse mais qui persiste.
- **La croissance mondiale n'est toutefois pas uniformément répartie.** La Zone Euro, en particulier l'Allemagne, connaît un ralentissement significatif avec des taux de croissance très bas.

IMF Data Mapper ®



Real GDP growth (Annual percent change, 2023)

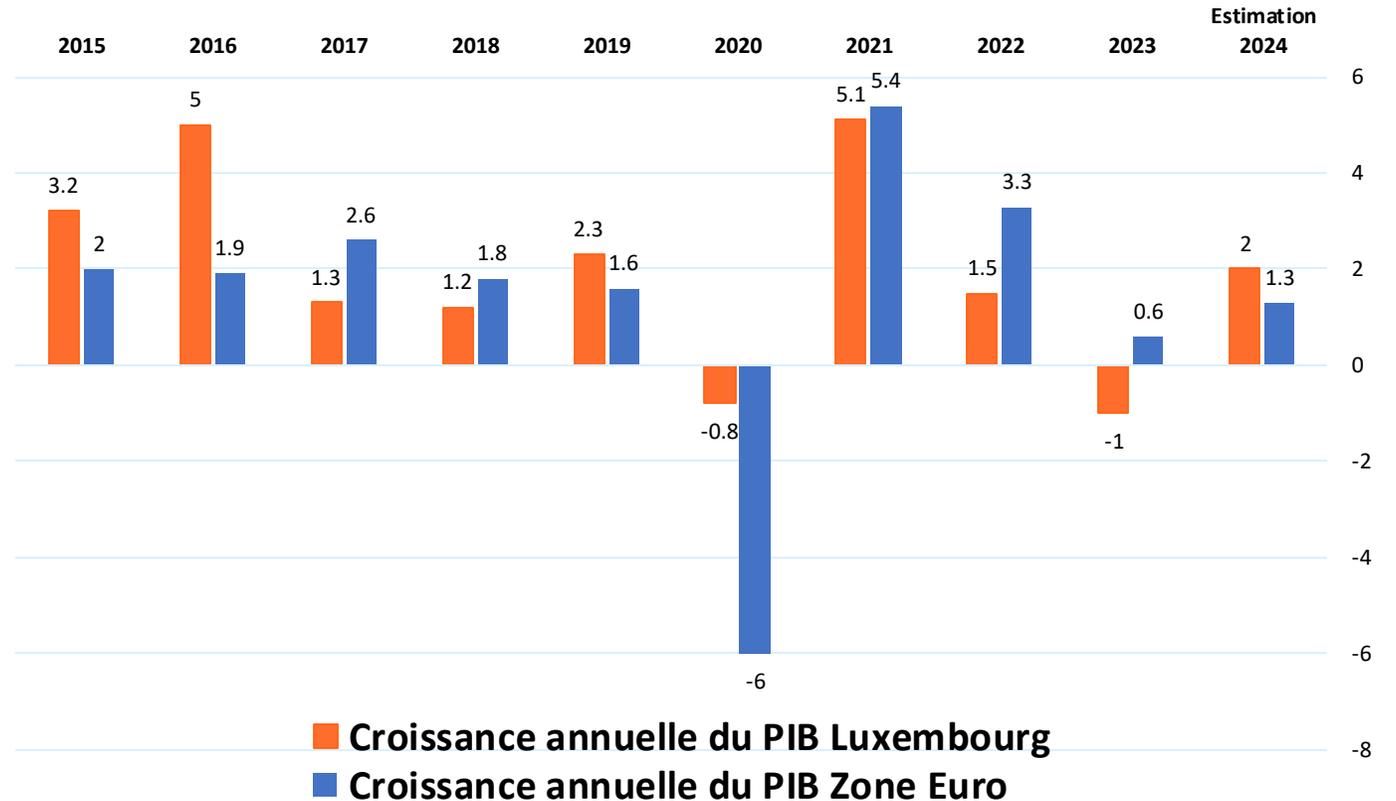


©IMF, 2023, Source: World Economic Outlook (October 2023)

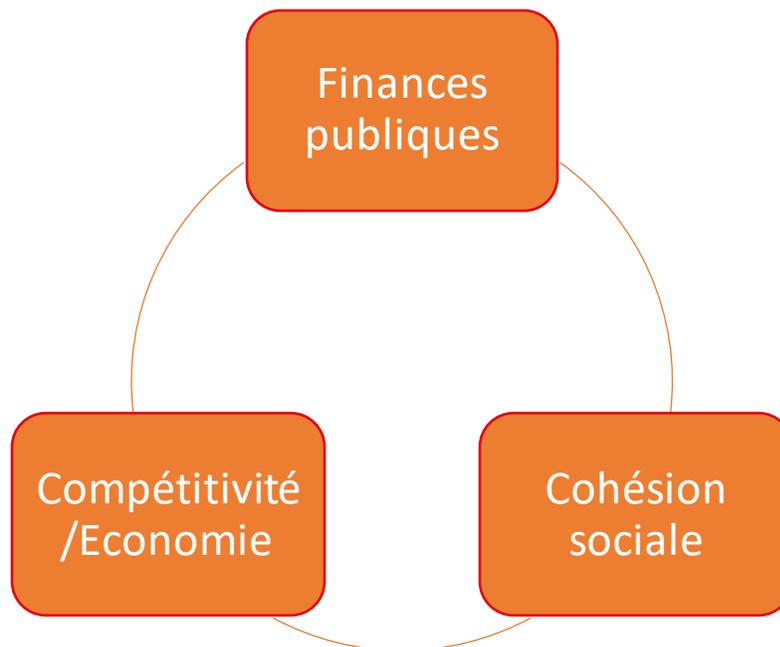
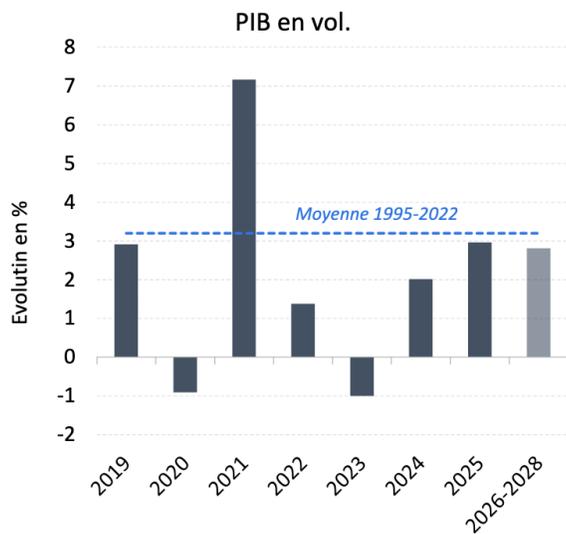
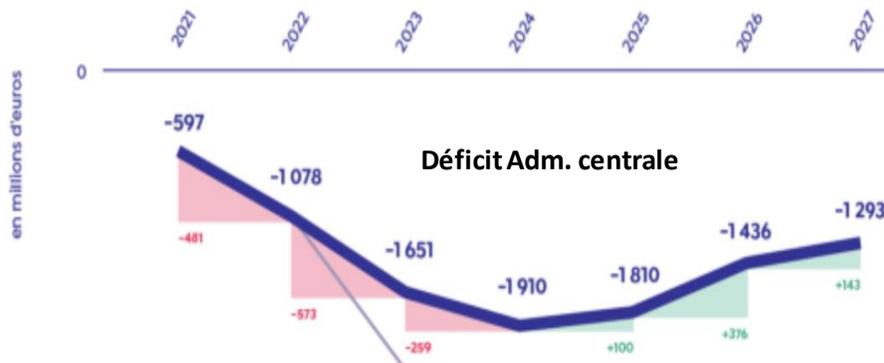
Le Luxembourg en panne de croissance

- **Contraction de l'économie luxembourgeoise en 2023** (-1%), avec une baisse significative de la confiance des entreprises et un secteur de la construction fortement touché.
- **Augmentation du chômage**, en particulier chez les jeunes et les diplômés de l'enseignement supérieur, et une baisse des créations d'entreprises signalent un ralentissement économique profond sans amélioration imminente.

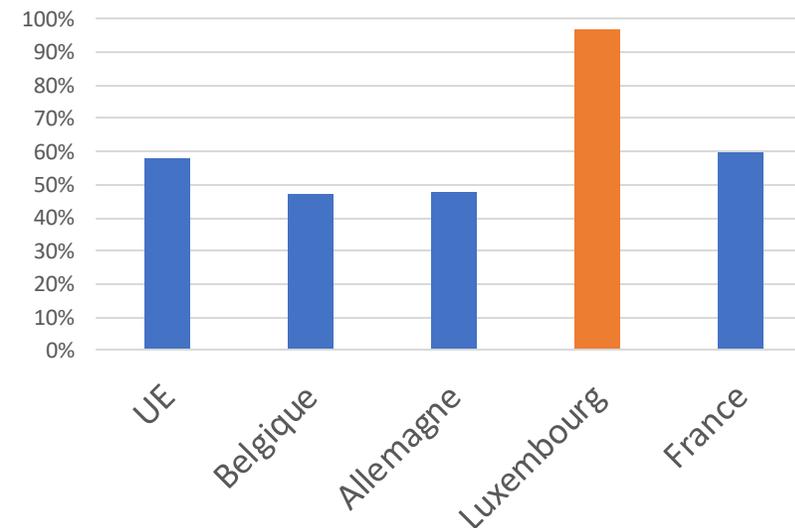
Croissance annuelle du PIB du Luxembourg et de la Zone Euro



Un cercle vertueux à réenclencher

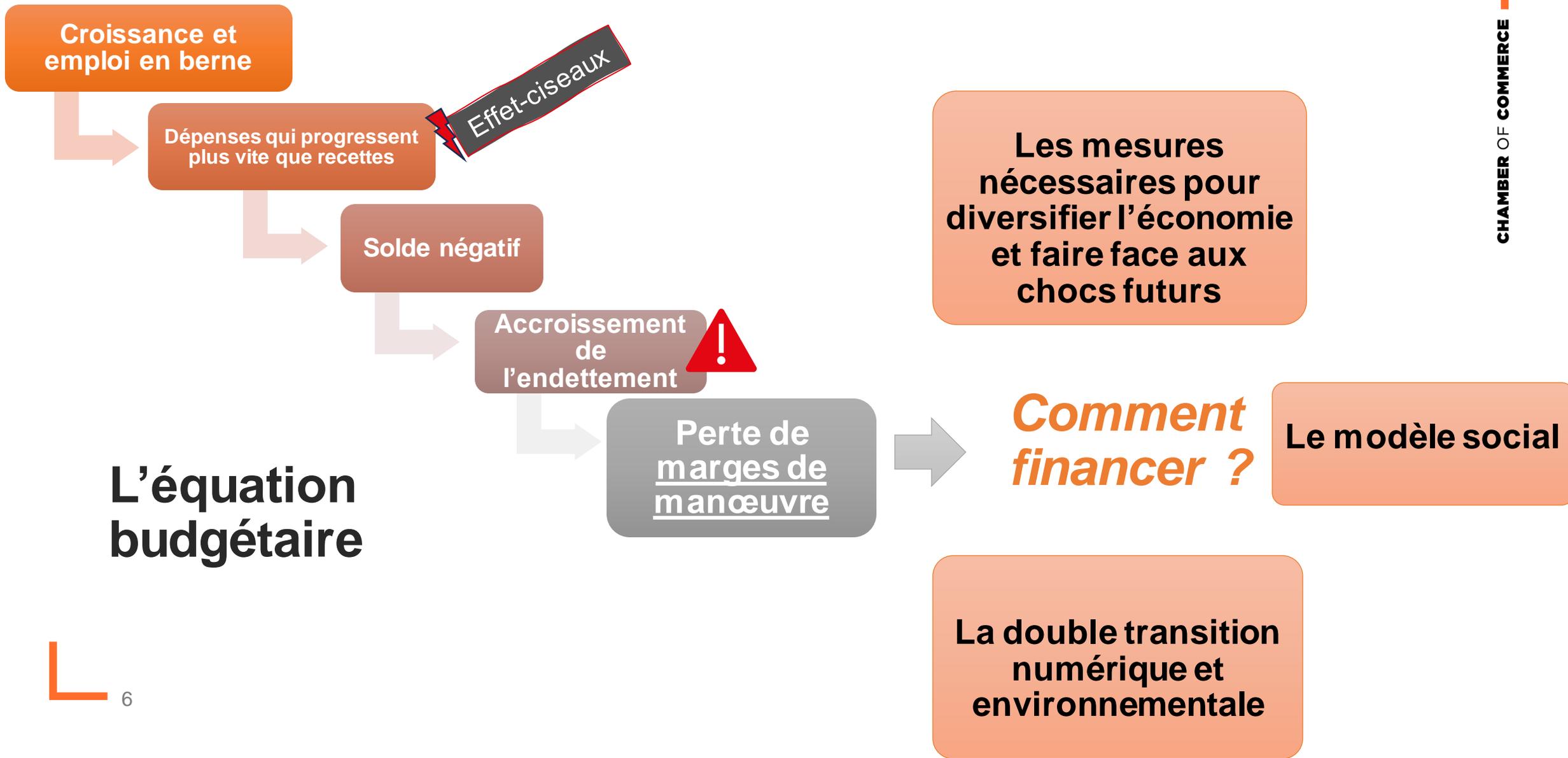


Taux de remplacement agrégé en ce qui concerne les pensions (à l'exclusion d'autres transferts sociaux), 2022



Source: STATEC (prévisions à moyen terme février 2024)

Source : Eurostat



Comment inverser l'effet-ciseaux ?

En réduisant les dépenses

- Les dépenses de l'Administration centrale vont progresser de 7,6% en 2024 (moyenne historique (1996-2022)) : 6,5%.
- Le poste « Rémunération des salariés » va passer de 7,35% du PIB en 2022 à 8,54% du PIB en 2027.
- **Nécessité d'agir sur les dépenses « rigides » à travers notamment la digitalisation, la simplification et la sélectivité sociale.**

En stimulant les recettes

- Les recettes (+7,1%) progressent moins vite que les dépenses.
- **C'est l'activité économique qui crée les recettes.**
- **Nécessité de restaurer la compétitivité du Luxembourg, en agissant notamment sur la compétitivité-coût et l'attractivité fiscale.**

En opérant des réformes structurelles

- Le solde de la Sécurité sociale se dégrade progressivement à partir de 2023, passant de 1.055 millions EUR en 2023 à 861 millions en 2024, et 261 millions EUR à l'horizon 2027. Il pourrait même être négatif à moyen terme si l'emploi ralentissait durablement.
- **Nécessité d'engager une réforme pour assurer la soutenabilité du modèle social.**

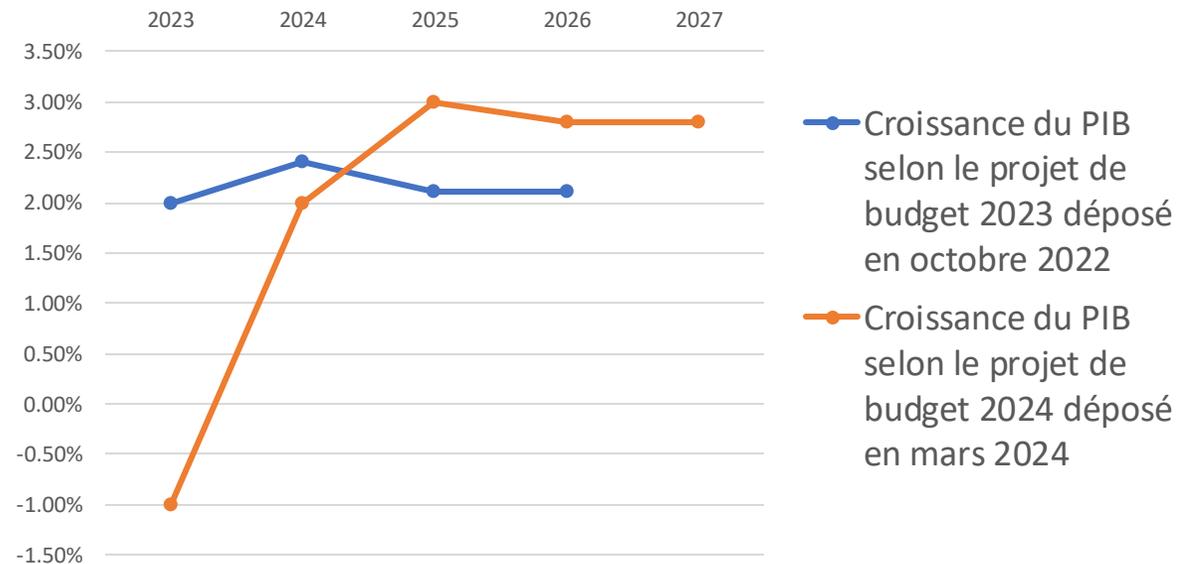


La trajectoire budgétaire de l'État...

Un budget de transition pour le Luxembourg

- Le Budget 2024 est décrit comme un « **budget de transition** » alliant continuité et nouvelles priorités.
- Il est bâti sur la base d'une prévision de croissance de 2% en 2024, une reprise à 3% en 2025, stabilisée à 2,8% pour 2026-2027. **La Chambre de Commerce note que ces chiffres sont plus optimistes que ceux de la Commission européenne et du FMI.**
- **Trois scénarios budgétaires alternatifs sont analysés**, incluant des variations de croissance de $\pm 0,5$ point de % et une hypothèse de baisse plus rapide des taux d'intérêt favorisant une croissance économique en 2024.

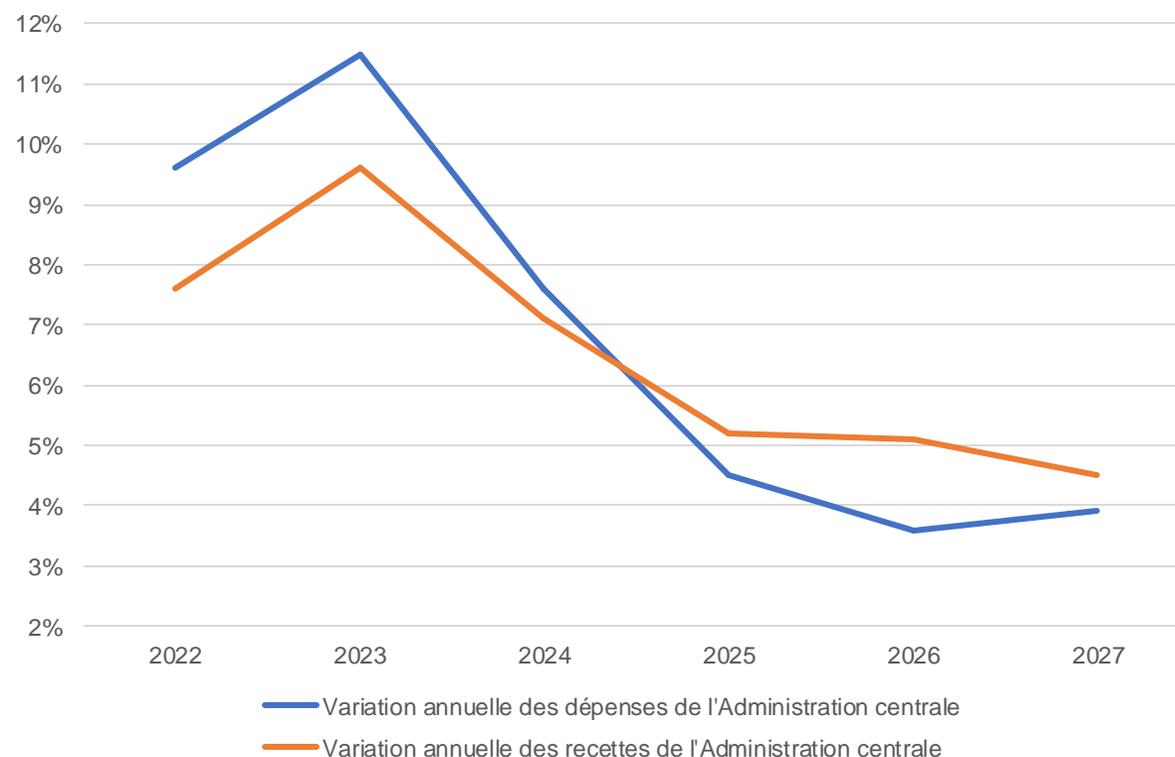
Comparaison des hypothèses de croissance du PIB luxembourgeois selon les projets de budget déposés en octobre 2022 et mars 2024



Refermer l'effet-ciseaux

- En 2024, les dépenses de l'Administration centrale devraient augmenter de 7,6%, pour atteindre 29,36 milliards EUR, alors que les recettes devraient progresser de 7,1%.
- Les dépenses rigides, surtout les salaires, dépasseront les 7 milliards EUR en 2024.
- **La Chambre de Commerce souligne l'importance de contrôler les dépenses, en particulier les salaires, via la digitalisation et l'optimisation administrative.**

Variation annuelle des dépenses et des recettes de l'Administration centrale

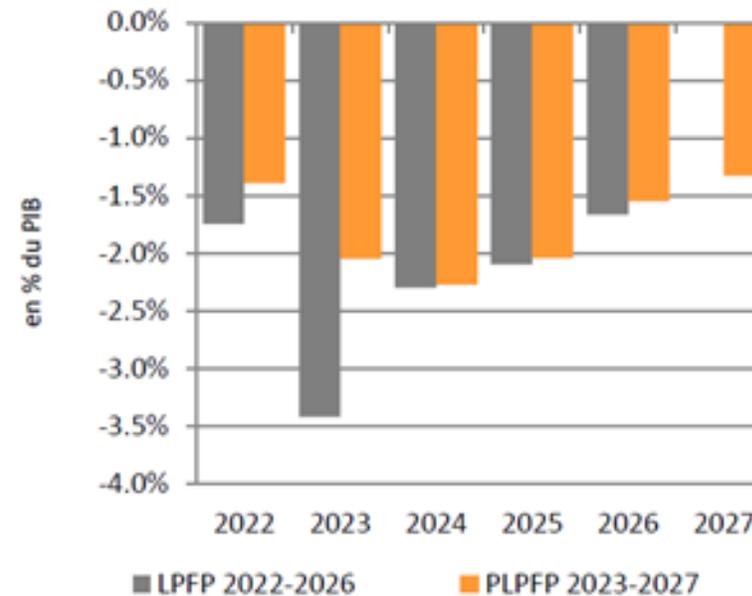


Source : Budget 2024

Refermer l'effet-ciseaux

- Le solde de l'Administration centrale en 2024 est projeté à -1,9 milliard EUR.
- Néanmoins, une amélioration progressive, mais poussive du solde est attendue, avec un déficit réduit à -1,29 milliard EUR en 2027.
- Cette amélioration repose sur l'hypothèse d'une extinction progressive des mesures anti-inflationnistes, qui pèsent actuellement lourdement sur les finances, même si le solde ne devrait pas s'améliorer à la hauteur de la réduction de ces dépenses.
- **Elle suppose aussi que le Gouvernement concrétise sa volonté de mieux maîtriser notamment les dépenses de personnel.**

Evolution du solde nominal de l'Administration centrale selon les projets de Budget présentés en octobre 2022 et mars 2024

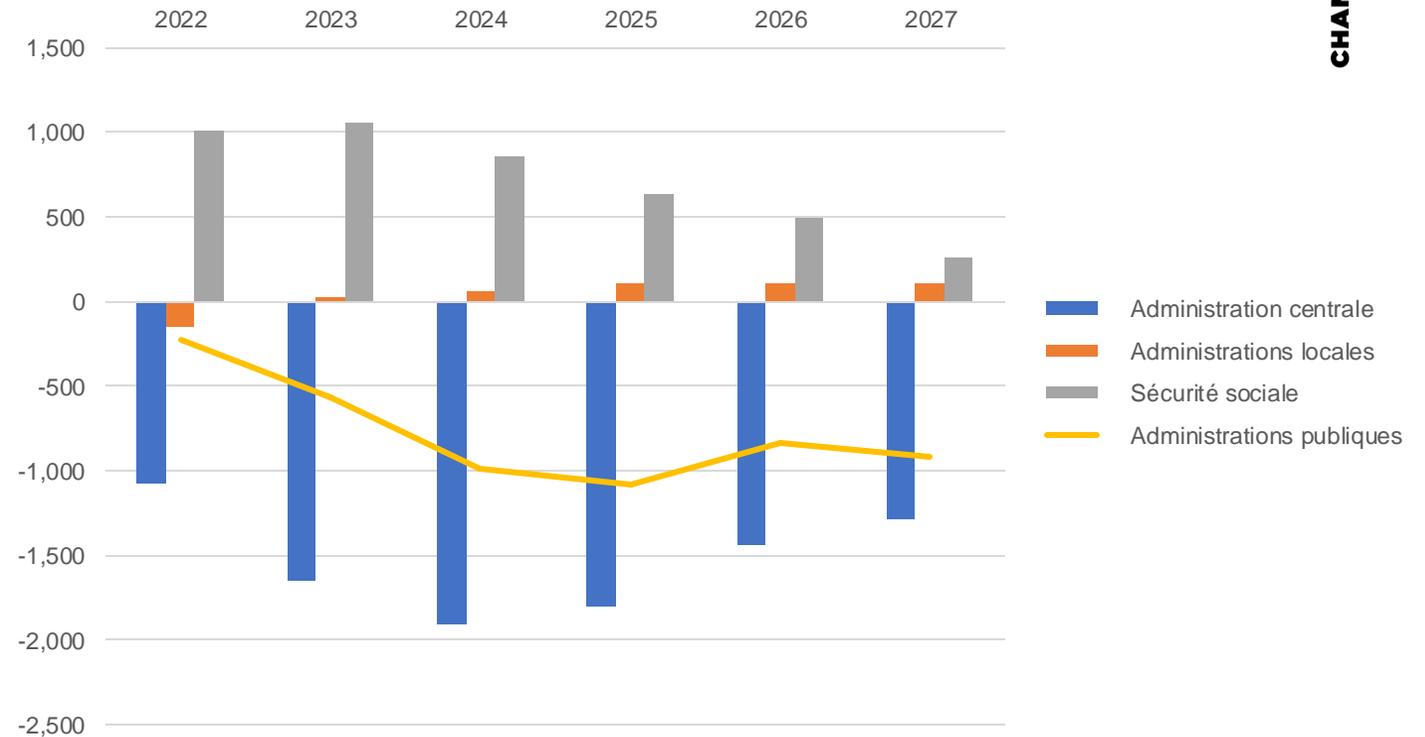


Source : Budget 2024

Refermer l'effet-ciseaux

- Le solde des Administrations publiques est projeté à **-987 millions EUR** pour 2024, soit -1,2% du PIB.
- Cependant, la dégradation continue et inéluctable (*faute de réforme structurelle du système des pensions notamment, mais aussi dans une moindre mesure au niveau de l'assurance maladie-maternité*) du solde de la Sécurité sociale va obliger à des efforts très importants au niveau de l'Administration centrale pour ne pas voir le solde des Administrations publiques se dégrader dangereusement.

Evolution du solde des Administrations publiques par composante
(en millions EUR)

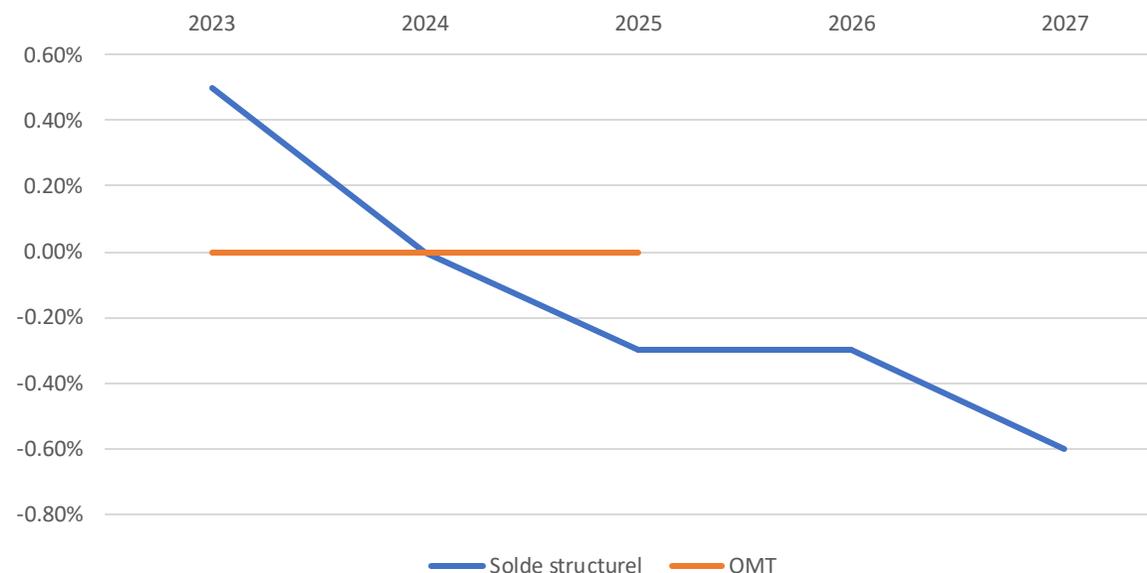


Source : Budget 2024

Refermer l'effet-ciseaux

- Bien que le solde structurel soit conforme à l'Objectif à Moyen Terme (OMT) de 0,0% du PIB en 2024, une détérioration structurelle est attendue les années suivantes, ce qui est préoccupant.
- Une réforme de la gouvernance économique de l'UE est engagée. Selon cette réforme, l'OMT serait supprimé sur le plan européen au profit d'un nouvel indicateur unique axé sur la soutenabilité de la dette publique.
- **Lors de son discours sur le Projet de budget 2024, le Ministre des Finances a exprimé son intention de maintenir le concept d'objectif à moyen terme au niveau national, ce que la Chambre de Commerce salue.**

Solde structurel et OMT
(en % du PIB)

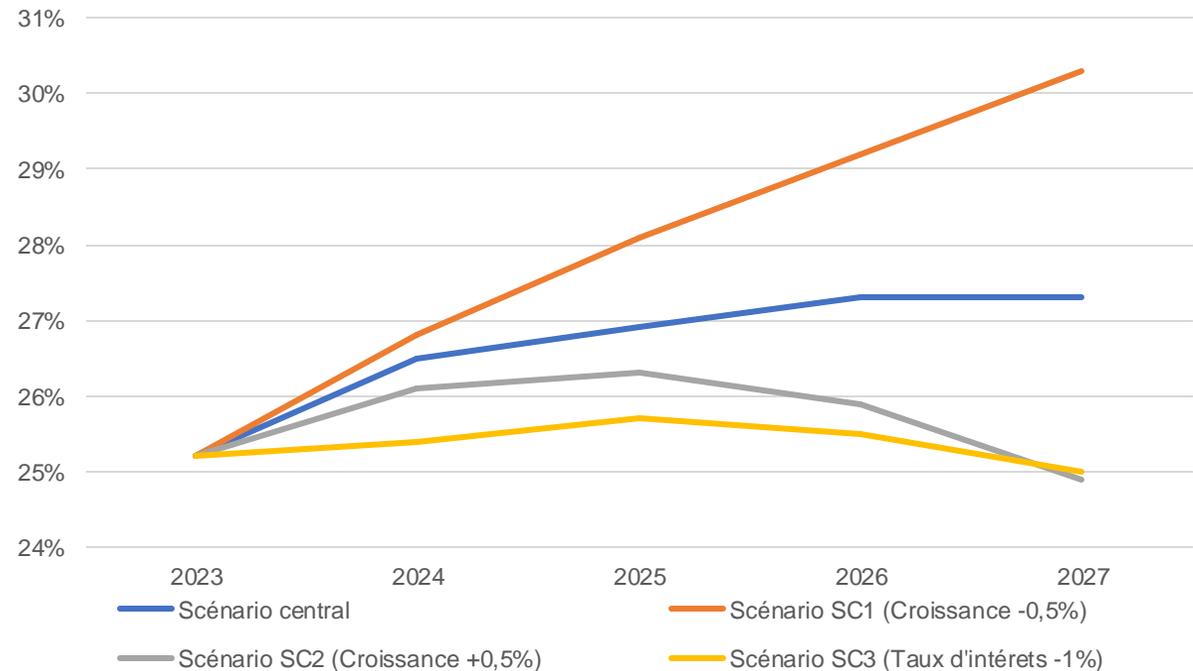


Source : Budget 2024

Une dette qui progresse

- La dette publique du Luxembourg devrait s'élever à 22,249 milliards EUR en 2024, représentant 26,5% du PIB, et atteindre 26,579 milliards EUR, soit 27,3% du PIB, en 2027.
- Une croissance économique moins soutenue pourrait faire dépasser le seuil symbolique de 30% du PIB dès 2027.
- **La Chambre de Commerce souligne l'importance de retrouver les marges de manœuvre qui existaient par le passé et ainsi préserver la capacité du Luxembourg à faire face à de futurs chocs économiques, à illustrer son sérieux sur les marchés internationaux et à investir pour réussir sa double transition numérique et environnementale.**

Evolution de la dette publique du Luxembourg selon les différents scénarios
(en % du PIB)

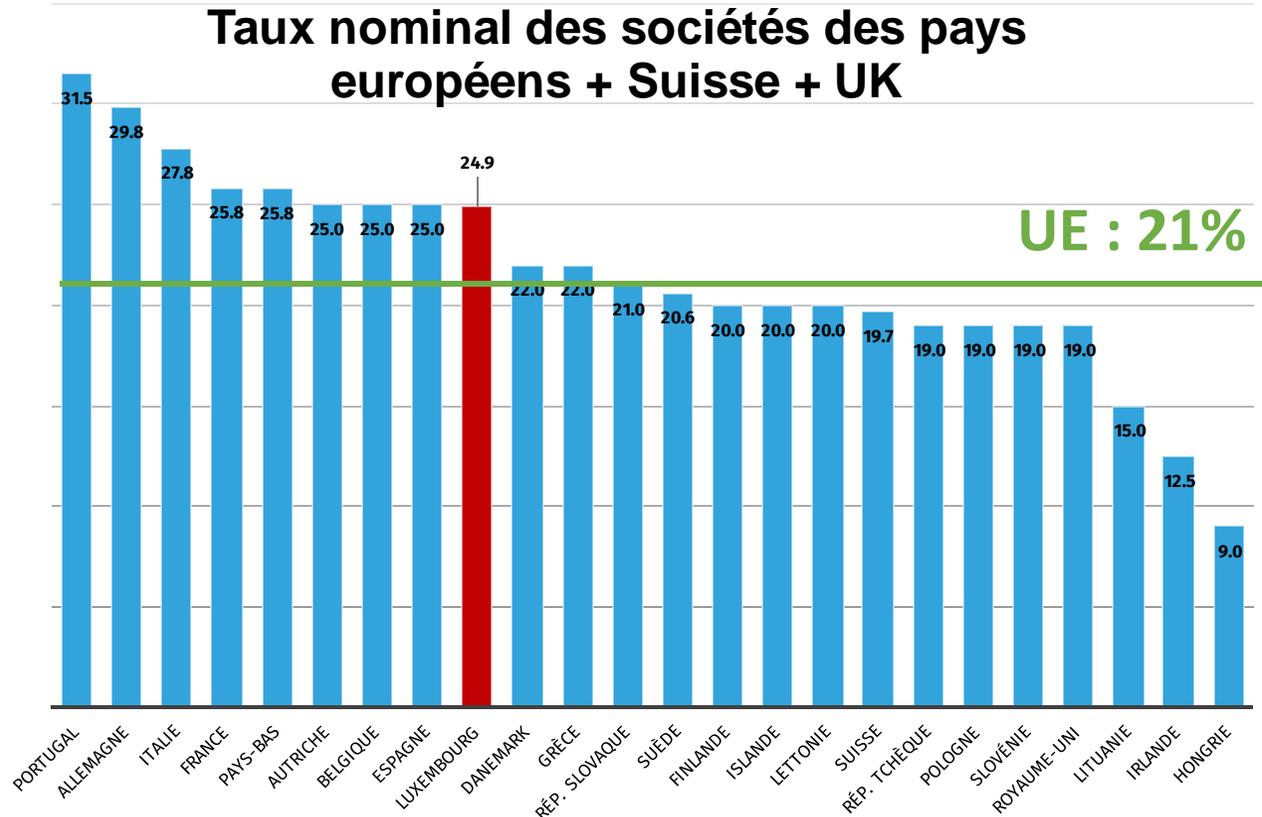


Source : Budget 2024

**...répond-il aux
inquiétudes des
entreprises ?**

Améliorer la compétitivité du pays

- **Par les talents**, à travers des investissements dans l'éducation, la formation, et la stimulation de l'attraction des talents en provenance de pays tiers. **Il existe des signaux positifs dans ce Budget.**
- **Par la fiscalité**, en alignant progressivement le taux d'imposition des sociétés élevé comparé à d'autres pays. **La Chambre de Commerce salue cette ambition.**
- **Par le soutien à la compétitivité-coût**, en permettant aux entreprises de mieux maîtriser le coût du travail et le coût de l'énergie. **La Chambre de Commerce regrette qu'une réforme de l'indexation ne soit pas prévue.**



Source : OCDE 2022

Répondre à la crise du secteur de la construction

- L'augmentation des taux d'intérêt a produit un effet domino sur l'activité immobilière. Le nombre de crédits immobiliers octroyés, les prix et les permis de bâtir ont tous chuté significativement ces derniers mois, provoquant une hausse considérable du nombre de faillites des entreprises de construction.
- Cette crise du logement n'a fait qu'aggraver un contexte préexistant déjà défavorable, dans la mesure où l'offre n'a jamais pu satisfaire la demande.
- Ce budget contient les mesures fortes annoncées par le Gouvernement pour relancer le secteur.
- **La Chambre de Commerce accueille favorablement l'effort qui est fourni. Elle formule des propositions complémentaires.**

Impact budgétaire des mesures du Paquet logement (en millions EUR)

Paquet Logement	2024	2025	2026	2027
Augmentation du crédit d'impôt « Bëllegen Akt » de 30.000 à 40.000 euros				
Nouveau crédit d'impôt « Bëllegen Akt » pour l'investissement dans le logement locatif (20.000 euros par personne, 40.000 euros pour un couple)	-40	0	0	0
Augmentation du taux et de la durée de l'amortissement accéléré des logements construits en vue de leur location et actés en 2024	0	-1	-3	-5
Augmentation d'un tiers du plafond déductible des intérêts débiteurs	0	-45	-45	-45
Augmentation de l'exemption des revenus nets provenant de la gestion locative sociale	0	-0,5	-0,5	-0,5
Introduction d'une exemption partielle des primes versées par les entreprises à des fins de location d'un logement	-15	-30	-30	-30
Immunitisation des plus-values immobilières transférées sur des logements utilisés pour la gestion locative sociale ou sur des logements appartenant à la classe de performance énergétique A+	0	0	-3	-2
Extension du régime de l'exemption d'impôt sur les plus-values au Fonds du logement	0	0	-3	-5

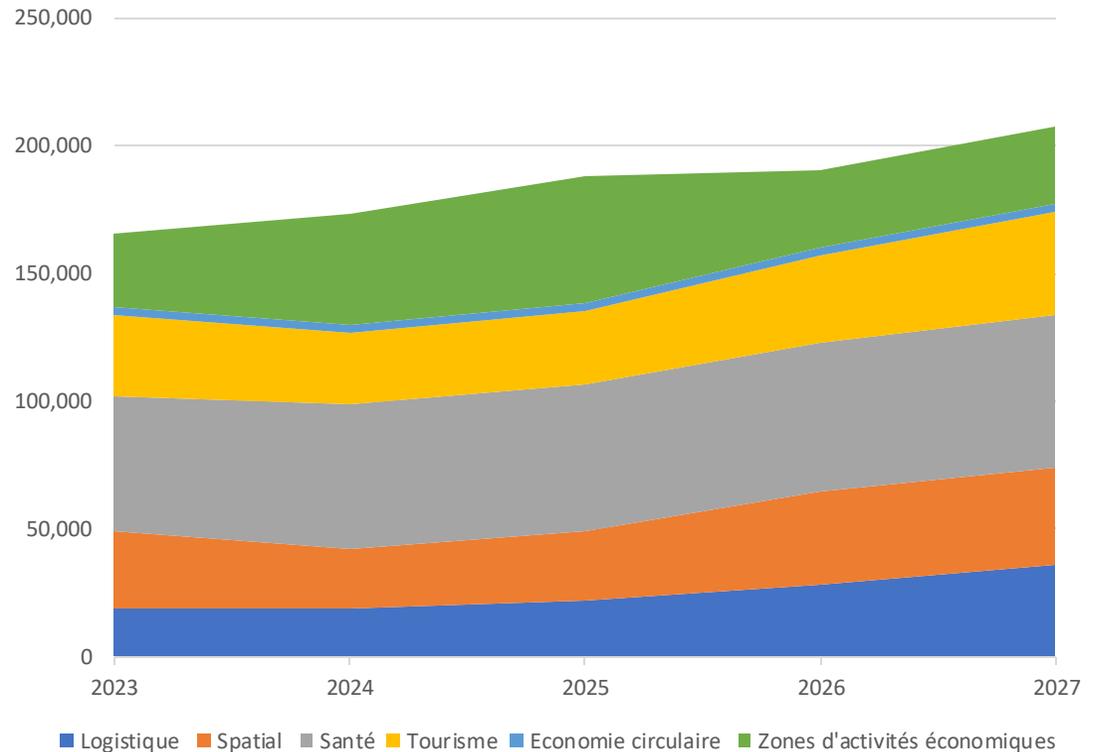
Source : Budget 2024

Assurer la pérennité du modèle économique

- Le secteur financier est le moteur principal de l'économie luxembourgeoise. Les dépenses prévues pour le développement de la Place financière sont en diminution de 14 millions EUR (-62,3%).

La Chambre de Commerce s'interroge sur les raisons de cette coupe budgétaire.
- Innovation** : la Chambre de Commerce est surprise de constater que les dépenses allouées à cet effet dans le cadre du Fonds de l'innovation soient revues à la baisse pour l'année 2024, même si d'importants efforts sont prévus pour les années suivantes.
- Diversification** : la Chambre de Commerce se réjouit des moyens alloués en matière de diversification.

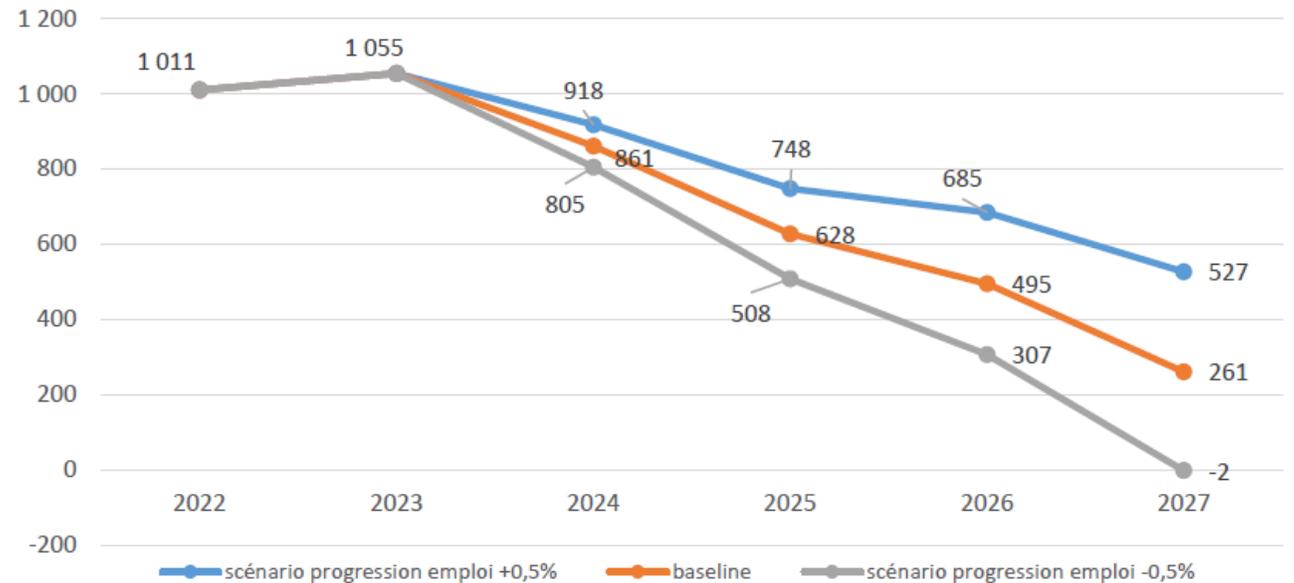
Evolution des dépenses en lien avec les différents secteurs de diversification économique
(en milliers EUR)



Assurer la pérennité du modèle social

- Les dépenses sociales du Luxembourg continuent d'augmenter, entraînant une détérioration du solde de la Sécurité sociale, pouvant potentiellement être négatif en 2027.
- Les dépenses liées aux retraites sont destinées à doubler pour atteindre 18% du PIB en 2070. **La Chambre de Commerce salue le fait que le Gouvernement ait prévu d'engager une réflexion.**
- Les dépenses de l'assurance dépendance et l'assurance maladie continuent également leur progression à la hausse. **La Chambre de Commerce estime que la modernisation du système de santé est désormais inévitable.**

Evolution du solde des Administrations de sécurité sociale
(en millions EUR)

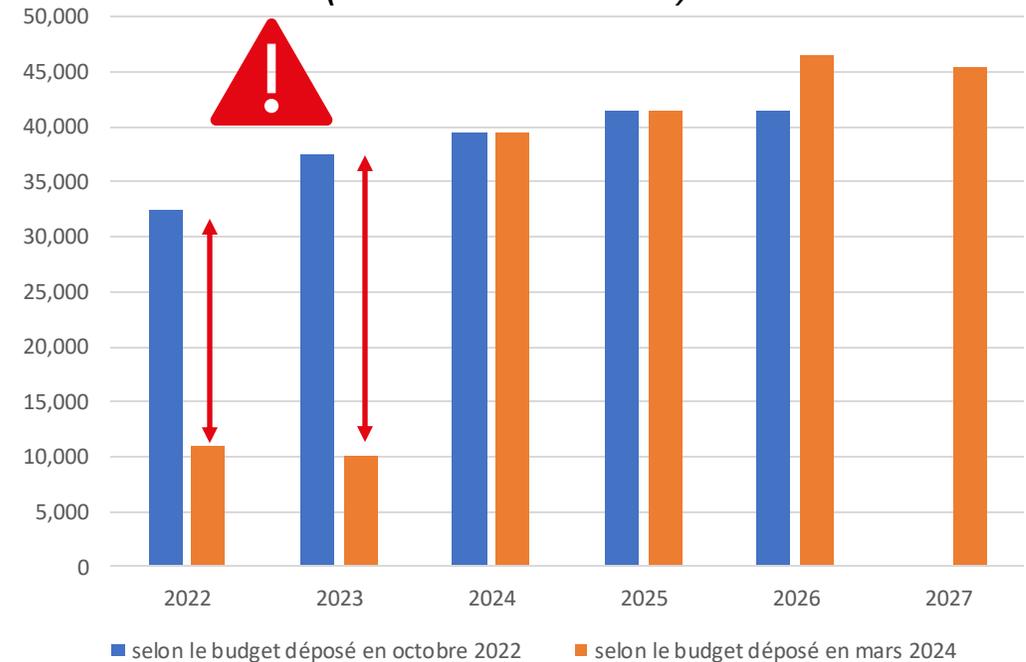


**...répond-il aux
attentes des
entreprises ?**

Stimuler la relance économique

- **A travers la stimulation de la demande.** Le Gouvernement a affirmé sa volonté d'agir sur le pouvoir d'achat et la consommation.
- **A travers l'investissement public.** Les dépenses d'investissements des Administrations publiques oscilleraient autour de 4% du PIB sur la période 2024-2026, un niveau proche de la moyenne historique. **La Chambre de Commerce propose des investissements publics plus ciblés en faveur de la double transition notamment. Elle alerte sur la nécessité de concrétiser effectivement les investissements programmés.**

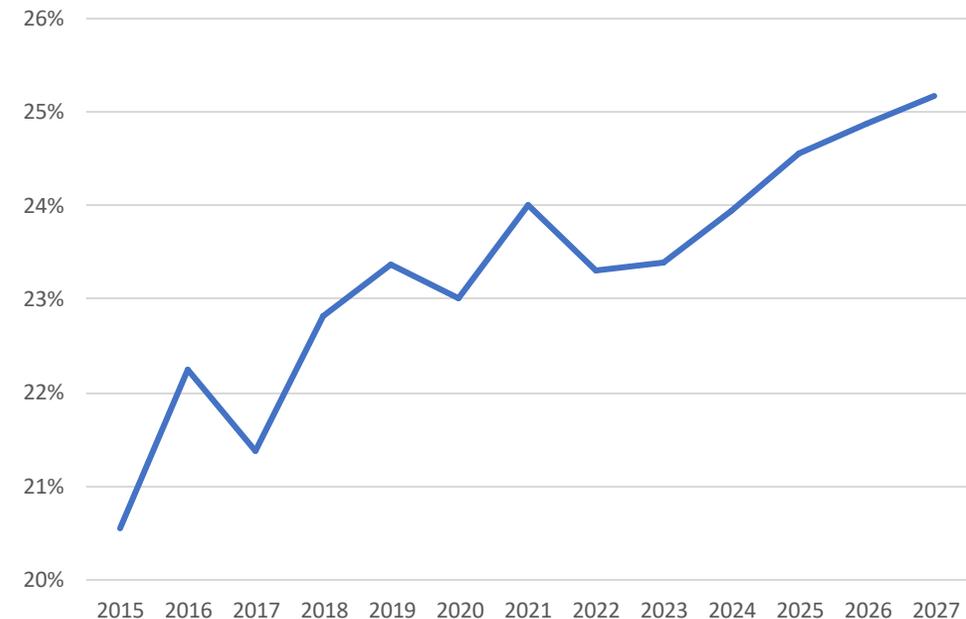
Financement des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique selon les budgets 2023 et 2024
(en millions EUR)



Moderniser l'État

- **La Chambre de Commerce souligne l'importance critique de la digitalisation pour freiner l'augmentation rapide des dépenses de personnel et le rythme de recrutement dans le secteur public.**
- Il existe un potentiel significatif pour améliorer l'efficacité, la productivité, et l'allocation des ressources humaines.
- Les investissements dans la digitalisation promettent des gains de productivité et économiques à moyen et long terme. Selon une étude de la Chambre de Commerce, une digitalisation accrue permettrait de stabiliser le nombre de salariés du secteur public à environ 100.000 personnes à l'horizon 2030, soit 30.000 de moins qu'à politique inchangée.
- **La Chambre de Commerce soutient l'extension de MyGuichet.lu comme portail unique.**

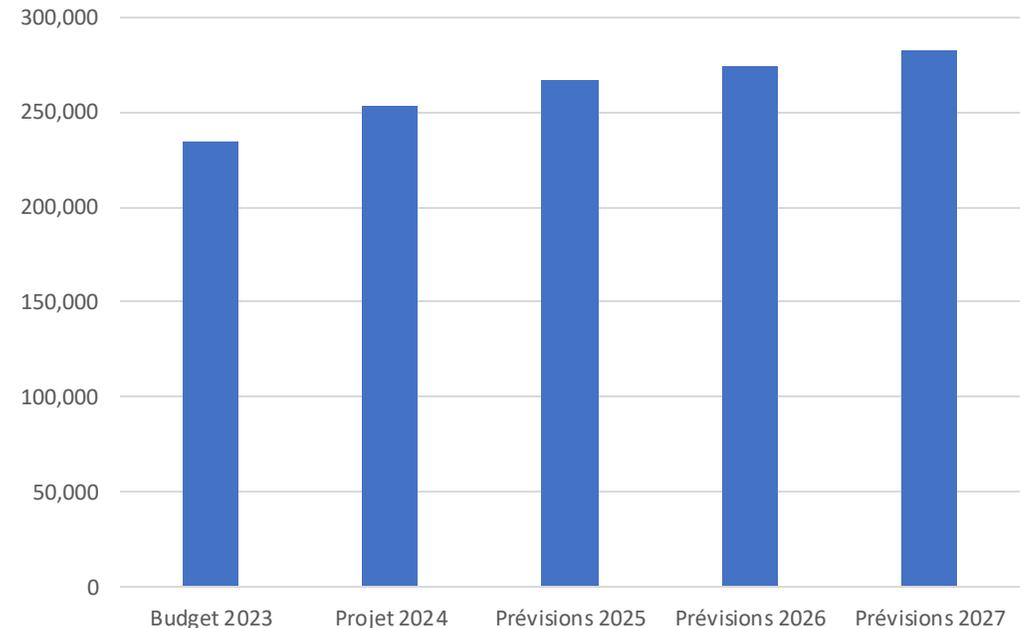
Rémunération des salariés en % des dépenses de l'Administration centrale



Réussir la transition numérique

- La transition vers le numérique, y compris l'adoption d'une économie axée sur les données, représente un défi crucial pour l'avenir économique du Luxembourg.
- **Si la Chambre de Commerce salue les investissements dans la recherche et le déploiement de l'Intelligence artificielle mentionnés dans le budget 2024, elle estime que le texte manque d'ambition en matière d'investissements en faveur de la transition numérique.**
- Afin que les entreprises puissent évoluer plus rapidement en matière de digitalisation, **la Chambre de Commerce rappelle sa proposition de super-déduction fiscale** pour les dépenses des entreprises en matière de transition digitale/environnementale/écologique ou de recherche & développement.

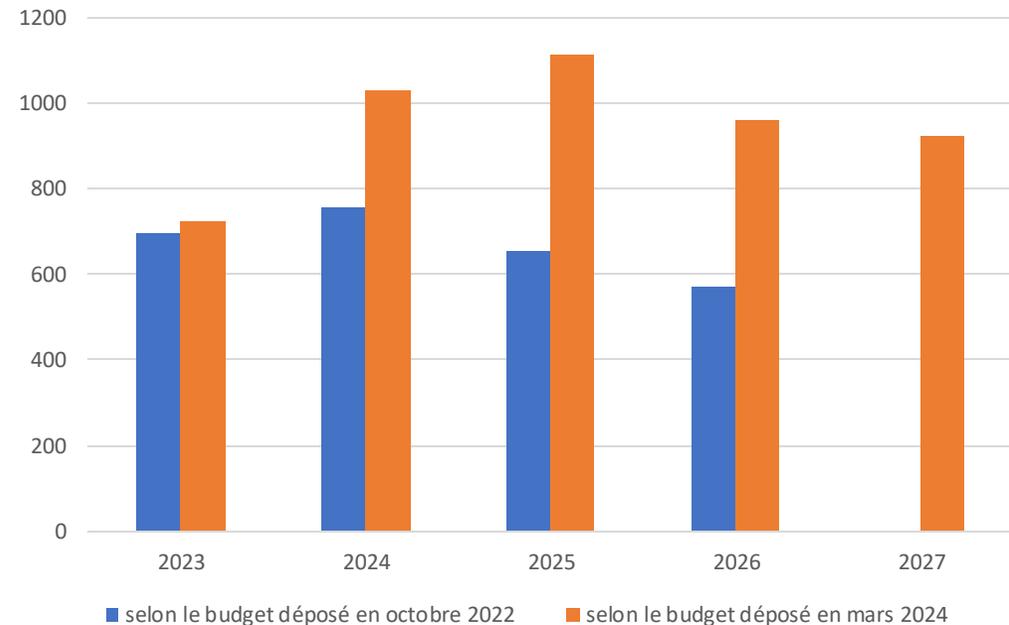
Dépenses courantes du ministère de la digitalisation
(en milliers EUR)



Réussir la transition environnementale

- **La Chambre de Commerce salue l'évolution des dépenses d'investissements publics (affichés) dans l'environnement et le climat** y compris la mobilité pour la période 2023-2027, et observe une augmentation moyenne de 49,51% par rapport au projet de loi de programmation financière pluriannuelle de 2023.
- **Elle salue l'accent mis sur la décarbonation des secteurs de la construction et de l'industrie.** Dans ce domaine, elle encourage le Gouvernement à prévoir des plans d'actions sectoriels pour accompagner la feuille de route décarbonation.
- **Elle préconise de renforcer le prêt climatique pour la rénovation énergétique des entreprises** et de rendre la taxe CO₂ progressive afin de renforcer son caractère incitatif.

Investissements publics dans la catégorie « Environnement et climat y compris mobilité » selon les budgets 2023 et 2024 (en millions EUR)



BUDGET DE L'ÉTAT 2024

MERCI DE VOTRE
ATTENTION